ATTAC-BRUXELLES

LES DOCUMENTS

OSKAR LAFONTAINE

«IL FAUT ABANDONNER L'EURO»

MAI 2013

Un événement. Premier dirigeant européen à avoir fondé l'euro, Oskar Lafontaine est la première sommité politique à considérer aujourd'hui qu'il faut «abandonner» la monnaie unique, revenir aux monnaies nationales et créer un nouveau Système monétaire européen…

Dans un texte daté du 30 avril 2013, la position du dirigeant socialiste allemand exprime une immense avancée qui témoigne de l'effritement croissant des positions du Parti «pro-euro». Autant dire que les déclarations d'O. Lafontaine ont semé le trouble dans son propre parti, *Die Linke*, mais aussi au sein du *Parti de la Gauche Européenne* et du *Front de gauche* en France –où beaucoup trouvent qu'il a raison.

Rappelons qu'Oskar Lafontaine a été l'un des fondateurs du parti progressiste allemand *Die Linke* dont il fut le président jusqu'en 2009. Précédemment, il avait présidé aux destinées du Parti social-démocrate allemand (le *SPD*) de 1995 à 1999, puis avait été ministre des Finances de 1998 à 1999 –avant de démissionner en raison de divergences politiques avec le Chancelier Schröder.

Oskar Lafontaine est un poids lourd de la politique allemande et européenne.

Afin de mieux saisir les termes et les incidences sur lesquels Lafontaine fonde la réorientation de ses positions, d'abord un avant-propos. Rédigé par Jacques Nikonoff. Sans flagornerie.

Car, pour l'ex-Président d'*Attac-France*, *«il demeure cependant une limite à cette évolution : rien n'est proposé par Lafontaine pour se sortir de la crise à court terme»*…

OSKAR LAFONTAINE PROPOSE D'ABANDONNER L'EURO...

par Jacques **NIKONOFF**

Oskar Lafontaine dénonce «l'hégémonie» allemande.
Pour lui *«la politique d'austérité»*, conduite par la chancelière allemande Angela Merkel, *«amène au désastre»* non seulement l'Allemagne mais aussi l'Europe. Le chômage *«atteint des niveaux dangereux pour la démocratie»*.
Dès lors, de son point de vue, *«les Européens du Sud»*, pays dans lesquels il inclut la France, vont *«tôt ou tard être forcés de se révolter contre l'hégémonie allemande»*. Ce qu'il met en cause en tout premier lieu, c'est la politique de *«dumping des salaires»* menée par les dirigeants de Bonn. Il est vrai que le prétendu *«modèle allemand»* repose sur deux facteurs aux antipodes de la coopération européenne : l'écrasement des salaires des travailleurs allemands depuis plus d'une dizaine d'années et la délocalisation d'une partie significative de la production industrielle allemande dans des pays de l'Est européen. Le but étant de présenter à l'exportation des prix inférieurs à ceux des concurrents. D'où l'excédent commercial allemand gigantesque, qui a plongé la quasi-totalité des autres pays de la zone euro dans des déficits commerciaux symétriques.

Oskar Lafontaine considère qu'il faut «abandonner» la monnaie unique…

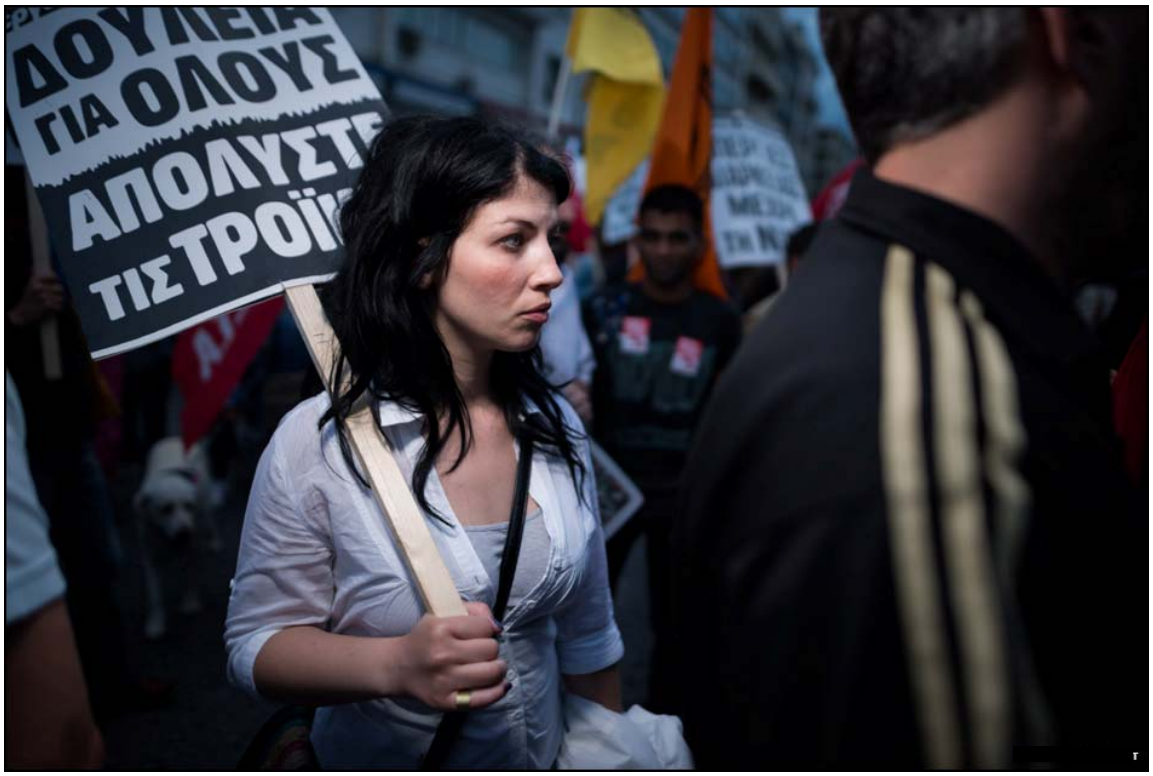
L'ancien ministre allemand des Finances reconnaît l'erreur qu'il a commise en faisant partie de ceux qui, dans les années 1990, ont soutenu le processus de mise en place de l'euro comme monnaie unique. Pour lui, la monnaie unique *«aurait été valable»* si les pays membres de la zone euro *«s'étaient mis d'accord sur les conditions d'une politique salariale coordonnée en faveur d'une augmentation de la productivité»*. À l'époque, il considérait qu'une telle politique salariale *«était possible»*, non parce qu'elle était incluse dans les Traités ou les accords intergouvernementaux, mais parce qu'elle procéderait d'une dynamique vertueuse. Or, reconnaît-il, le dialogue macro-économique a été *«contourné par les gouvernements»*. Dès lors *«l'espoir selon lequel la création de l'euro pousserait tous les acteurs à un comportement économique rationnel s'est révélé vain»*. Et Oskar Lafontaine ajoute même *«le système a déjanté»*.

Soutenant les analyses de Hans-Werner Sinn (un économiste réputé outre-Rhin), le fondateur de *Die Linke* (mouvement politique que l'on peut classer, paradoxalement, dans «le Parti pro-euro») estime que des pays comme la Grèce, le Portugal, l'Espagne, devraient dévaluer leur monnaie de 20% à 30% afin de redevenir compétitifs pour leurs exportations et réduire leurs importations. De son côté, l'Allemagne devrait réévaluer de 20% pour cesser d'étrangler les autres pays. Faisant preuve d'un réalisme politique dont pourrait s'inspirer nombre de dirigeants politiques français, Oskar Lafontaine juge qu'*«une telle politique n'a aucune chance d'être mise en œuvre»*. En effet, le consensus du «parti pro-euro» en Allemagne (qui rassemble la droite, les Verts, les sociaux-démocrates, *Die Linke*) ne permettra pas ces évolutions.

et préconise la mise en place d'un nouveau Système monétaire

Ce nouveau *Système monétaire européen* aurait l'objectif central de permettre les dévaluations et réévaluations. Le système des changes serait géré au niveau européen. Pour parvenir à cet objectif, trois catégories de mesures seraient prises :

- *«un strict contrôle de la circulation des capitaux serait l'inévitable première étape»* ;
- durant la période de transition, il faudra *«aider les pays qui devraient inévitablement déprécier leur monnaie»*, et accepter *«une intervention de la BCE»* ;
- le secteur financier devrait être placé sous *«stricte régulation»*, selon un modèle proche de celui des *«Caisses d'épargne publiques»*. Oskar Lafontaine ajoute qu'il faut *«fermer le casino»*.



FRANCOIS?
Maintenant
C'EST
QUAND
S.Burlot

S.Burlot

A propos du «Serpent monétaire» et du «Système monétaire» européens

Le Serpent monétaire européen est né de l'accord de Bâle du 10 avril 1972. Il est remplacé par *le Système monétaire européen* le 13 mars 1979. L'échec de ces dispositifs est lié au refus des oligarques européens de mettre en place un strict contrôle des changes et des mouvements de capitaux.

Le Serpent monétaire européen

Le terme *«serpent»* vient du fait que les devises ondulaient à l'intérieur de marges fixes, donnant l'image d'un serpent.

Les Accords de Bretton Woods, en 1944, décident que seul le dollar serait convertible en or, à un prix fixé à 35 dollars l'once. Le système monétaire international repose donc sur des parités de change fixes entre les pays. Les dévaluations et réévaluations restent possibles, mais elles sont négociées au sein du *Fonds Monétaire International*. Le système est relativement stable, les crises financières n'existent pas. Cependant, les échanges commerciaux internationaux sont libellés en dollar. Les États-Unis disposent ainsi d'une situation extraordinairement favorable puisqu'ils sont le seul pays au monde à pouvoir payer leurs importations avec leur monnaie nationale. Tous les autres pays, inversement, doivent récupérer suffisamment de devises pour payer leurs importations. Seule solution pour y parvenir : augmenter les exportations.

Les États-Unis vont donc pouvoir augmenter leurs importations sans limite en les payant en dollars. Par ailleurs, le financement de la Guerre froide (par l'entretien de bases militaires partout dans le monde) et la guerre du Vietnam vont provoquer une importante création monétaire, dépassant largement la contrepartie en or qui permettait de maintenir l'once du métal jaune à 35 dollars.

Devenu de plus en plus fragile, le système explose en 1971 lorsque le Président américain Nixon décide unilatéralement de mettre un terme aux Accords de Bretton Woods en renonçant à la seule convertibilité du dollar en or. Le système monétaire international change alors du tout au tout, en passant à un régime de parités flottantes –le dollar fluctuant librement par rapport aux autres devises.

Du coup, les détenteurs de dollars les vendent contre de l'or et des devises, en faisant monter leurs prix et baisser celui du dollar. La monnaie des pays exportateurs (essentiellement l'Allemagne et le Japon) est la plus recherchée. Mais la hausse de la valeur de ces monnaies risque de les pénaliser à l'exportation en renchérissant le prix de leurs biens exportés. D'où le développement de stratégies de montée de gammes (produits de plus haute qualité qui permettent un profit plus élevé), de développement de la productivité, de pression sur les salaires (déjà !). Parallèlement, la situation se complique pour le Japon et l'Allemagne –leurs monnaies respectives devenant trop surévaluées par rapport au dollar.

Un dispositif a donc été conçu au sein de ce qui s'appelait alors la Communauté Economique Européenne (la CEE), visant à limiter les fluctuations de change entre les pays membres. Un cour pivot est alors défini pour chaque monnaie, autour duquel des fluctuations de 2,25% à la hausse ou à la baisse étaient autorisées. Mais ce système va se fragiliser progressivement avec la baisse continue du dollar entre 1972 et 1978. Plusieurs pays membres du *Serpent* ne vont plus pouvoir rester dans le cadre des marges de fluctuation (plus ou moins 2,5%) et devront dévaluer. C'est le cas, d'abord, de la livre sterling en juin 1972 (dévaluation de 30%), puis de la lire italienne en janvier 1973, du franc français en 1974 et en mars 1976.

En un an, de mars 1977 à mars 1978, le dollar s'effondre, par exemple de 12,3% par rapport au mark, le gouvernement américain laissant sa monnaie baisser. Les échanges communautaires sont menacés, les monnaies européennes quittent *le Serpent* les unes après les autres.

C'est le 27 octobre 1977 que le président de la Commission européenne, le britannique Roy Jenkins, à Florence, propose de créer une monnaie unique pour les neuf pays membres de la CEE avec un budget communautaire de 10% du PIB de chaque pays (cette proposition n'aura aucune suite). *Le Système monétaire européen* naîtra de cette orientation.

Le Système monétaire européen

Deux changements principaux distinguent *le Système monétaire européen* (SME) *du Serpent monétaire européen*.

«Un panier» de monnaies est créé : l'*ECU*. Sans être une monnaie commune, l'*«European Currency Unit»* est fondé sur le poids économique de chaque pays membre –ce qui servira à établir la parité des devises européennes. Les fluctuations des devises européennes se font à partir du panier de monnaies, plus ou moins 1,125%.

Le *Système monétaire européen* succède donc au *Serpent monétaire européen* le 13 mars 1979. Ce système va fonctionner correctement les deux premières années de son existence, en 1979 et 1980, permettant de stabiliser le cours des monnaies européennes. Mais très vite des limites vont apparaître.

Le franc français sera dévalué en octobre 1981, en juin 1982 et en mars 1983. Le franc belge sera dévalué en février 1982. Le système tiendra convenablement jusqu'en 1992. En septembre de cette année-là, des mouvements de spéculations sont lancés à la suite du rejet du Traité de Maastricht par les Danois. La lire italienne et la peseta espagnole sont dévaluées, puis la livre sterling. À l'été 1993, la Banque de France a épuisé ses réserves de devises en trois semaines pour soutenir le franc (achat de francs sur les marchés avec des devises pour faire remonter les cours). Les marges de fluctuations ne peuvent plus être respectées, elles sont élargies à «plus ou moins» 15%. Le *SME*, de facto, prend fin à l'été 1993. La leçon à retenir de tout ceci : l'absence de contrôle des changes et des mouvements de capitaux a permis l'explosion du *SME*.

Les limites des propositions d'Oskar Lafontaine

Les propositions d'Oskar Lafontaine constitueraient un progrès indéniable vers un double système de souveraineté monétaire nationale et de coopération européenne. À ce titre, elles doivent être soutenues.

Mais ces propositions nécessitent un accord des Vingt-Sept. Il n'est pas impossible de penser qu'un tel accord pourrait être trouvé si la crise prend des proportions encore plus aigües qu'aujourd'hui. Confrontés au risque de départ de certains pays de la zone euro, l'Allemagne surtout et la France peuvent être amenées à se rallier à «la proposition Lafontaine».

Toutefois, ces propositions laissent sans réponse la gestion de la crise à court et moyen terme. Que faire en attendant qu'un hypothétique accord intervienne entre les Vingt-Sept ? Pour être parfaitement cohérent, Oskar Lafontaine aurait dû ajouter qu'en attendant de trouver un accord de ce type, la sortie unilatérale de l'euro par un certain nombre de pays était nécessaire.

Les remous provoqués au sein de *Die Linke*

Le parti politique allemand *Die Linke*, dont Oskar Lafontaine est un des fondateurs, a très mal pris la déclaration du 30 avril de son ancien leader. Mais, au moins, les lignes vont bouger car un débat enflammé se développe au sein de l'organisation.

L'une des deux co-présidentes, Katja Kipping, ancienne dirigeante du *PDS* (ex-communiste) de l'ex-RDA, a répondu par un article dans la presse du Parti, *Neues Deutschland*, avec un titre que ne renieraient ni l'UMP ni le PS : «*Nous disons "Oui à l'euro !"*». Son principal argument est la collusion avec le nouveau parti anti-euro allemand *Alternative pour l'Allemagne* (AfD). Le deuxième co-président, Bernd Riexinger, représentant les ex-sociaux-démocrates de RFA, a ajouté : *«Certains disent "Non à l'euro" et "Oui à l'austérité" (l'AfD)… Nous, nous disons "Non à l'austérité" et "Oui à l'euro". Ils sont de droite, nous sommes de gauche !»*.

En même temps, les déclarations de soutien à la monnaie unique se multiplient dans la presse du Parti, contrôlée par les dirigeants qui organisent un véritable tir de barrage. Le député européen Jurgen Klute, par exemple, a ainsi rédigé un vibrant article contre le retour du nationalisme, en appelant à *«la réussite du projet européen»*. A la gauche de *Die Linke*, la responsable de la *«Plate-forme communiste»*, Sarah Wagenknecht, a fait des déclarations confuses : elle dénonce le programme de l'*AfD*, mais refuse de prendre position pour ou contre Lafontaine.

Pour préparer la réunion de Dresde prévue en juin, visant à adopter le programme du Parti pour les élections de septembre, le groupe dirigeant de *Die Linke* a déjà son idée : *«Même si l'Union monétaire européenne a été très mal construite, Die Linke ne veut pas la fin de l'euro. Au contraire, l'Union monétaire doit être totalement réorganisée, afin que l'on défende la coopération pacifique en Europe plutôt que d'exacerber les divisions»*.

Il est vrai que la position d'Oskar Lafontaine diffère radicalement de celle promue par le *Parti de la Gauche européenne* (dont sont membres *Die Linke*, le *PCF*, le *Parti de Gauche*…) et de ses dirigeants les plus connus comme Alexis Tsipras ou Jean-Luc Mélenchon.

Le journal *L'Humanité*, quant à lui, a mis vingt jours pour relayer l'information, et ce n'est que le 22 mai qu'un petit article était rédigé indiquant que *«la solution proposée d'un retour à la case SME illustre toutefois les limites d'une analyse strictement keynésienne de la crise –alors que les défis de l'emploi, de l'environnement, de l'extension inédite des protections sociales et des services publics qui frappent partout à la porte appellent comme jamais un renforcement des coopérations intereuropéennes.*

Les deux coprésidents de Die Linke ont tenu à marquer leur distance avec la contribution d'Oskar Lafontaine en invoquant, eux, leur attachement à la poursuite d'un euro transformé».

Rarement langue de bois n'aura été autant utilisée. Cet article n'a aucune signification : il n'y a strictement aucun rapport entre l'analyse keynésienne et la position d'Oskar Lafontaine ; on ne voit pas en quoi la défense de l'euro peut avoir le moindre effet sur la liste de sujets évoqués comme l'emploi ou les services publics ; l'euro interdit absolument *«les coopérations intereuropéennes»* puisque la BCE est indépendante et que cette situation n'est pas prêt de changer.

Die Linke avait servi de modèle à Jean-Luc Mélenchon dans sa conception du *Front de gauche*. Or *Die Linke* est en plein déclin et apparaît aujourd'hui comme un anti-modèle du fait de ses positions pro-européennes.

De 2005 à 2009 il disposait de 161 députés des parlements régionaux, 179 maires, environ 5.500 élus municipaux, 8 députés européens (obtenus en 2009). Aux élections régionales de janvier 2008, *Die Linke* obtenait 7,1% en Basse-Saxe, 5,1% en Hesse, puis 6,5% dans le Land de Hambourg et entrait dans ces trois Parlements régionaux.

Aux élections fédérales de septembre 2009 *Die Linke* faisait une percée (portant sa représentation au Bundestag à 76 députés sur 614, contre 53 précédemment). Avec 11,9% des suffrages exprimés et un million d'électeurs supplémentaires, le Parti devenait même la quatrième force politique nationale, distançant nettement les Verts. Durant la campagne électorale, les sondages lui donneront jusqu'à environ 14% des intentions de vote.

Aux élections régionales d'août 2009, *Die Linke* réalisait une percée dans le Land de la Sarre où Oskar Lafontaine dirigeait la liste. Il obtenait 21,3% des suffrages exprimés, soit 19 points de plus que la liste PDS en 2004. En Saxe, le parti enregistrait 20,6% des voix, et 27,4% en Thuringe (+1,3%). *Die Linke* faisait son entrée dans le Landtag du Schleswig-Holstein avec 6% des voix, tout en maintenant sa position de seconde force politique dans celui du Brandebourg avec 27,2%...

Une montée en puissance qui semble désormais définitivement bloquée.

Car lors des élections régionales partielles de mars 2011, *Die Linke* va connaître une série de sévères défaites. En Rhénanie-Palatinat, il chute de 9,4% (score de 2009) à 3,1%. En Bade-Wurtemberg, il s'affaisse de 7,2% (en 2009) à 2,8%. Et à Berlin, où il cogère la ville-région avec le SPD, il tombe de 11,7% à 4,6%.

Les élections régionales partielles de mai 2012 en Rhénanie du Nord-Westphalie (*land* le plus peuplé d'Allemagne avec environ 18 millions d'habitants) vont confirmer ce net recul : *Die Linke* passe dévisse de 5,6% à 2,5%.

Jacques NIKONOFF

LE SYSTÈME A DÉJANTÉ

par Oskar **LA FONTAINE**

LA politique européenne de la chancelière Angela Merkel est sous pression croissante. Sa politique d'austérité –qui a dominé l'Europe et l'amène au désastre– a été critiquée par le président de la Commission européenne Manuel Barroso ainsi que par Enrico Letta, récemment désigné comme Premier ministre en Italie. Cela fait longtemps que les leaders européens sont perdus. La situation économique se dégrade de mois en mois et le chômage atteint des niveaux dangereux pour la démocratie.

Les Allemands n'ont pas encore réalisé que, poussés par la crise économique, les Européens du Sud –y compris la France– risquent tôt ou tard d'être obligés de se révolter contre l'hégémonie allemande. C'est en particulier la politique de dumping des salaires, pourtant en violation des Traités depuis l'origine de la politique d'union monétaire, qui les met sous pression. Quand les pays victimes de cette politique se rassembleront pour forcer à un changement de politique aux dépens de l'Allemagne, Angela Merkel se réveillera de son immobilisme autosatisfait.

Une monnaie unique aurait été viable si les Etats s'étaient mis d'accord sur les conditions d'une politique salariale coordonnée en faveur d'une augmentation de la productivité. Dès lors que je considérais une telle politique salariale possible, j'ai donné mon accord à la création de l'euro dans les années 90. Mais les institutions mises en place pour cette coordination, et en particulier le dialogue macro-économique, ont été contournées par les gouvernements. L'espoir selon lequel la création de l'euro pousserait tous les acteurs à un comportement économique rationnel s'est révélé vain. Aujourd'hui, le système a déjanté.

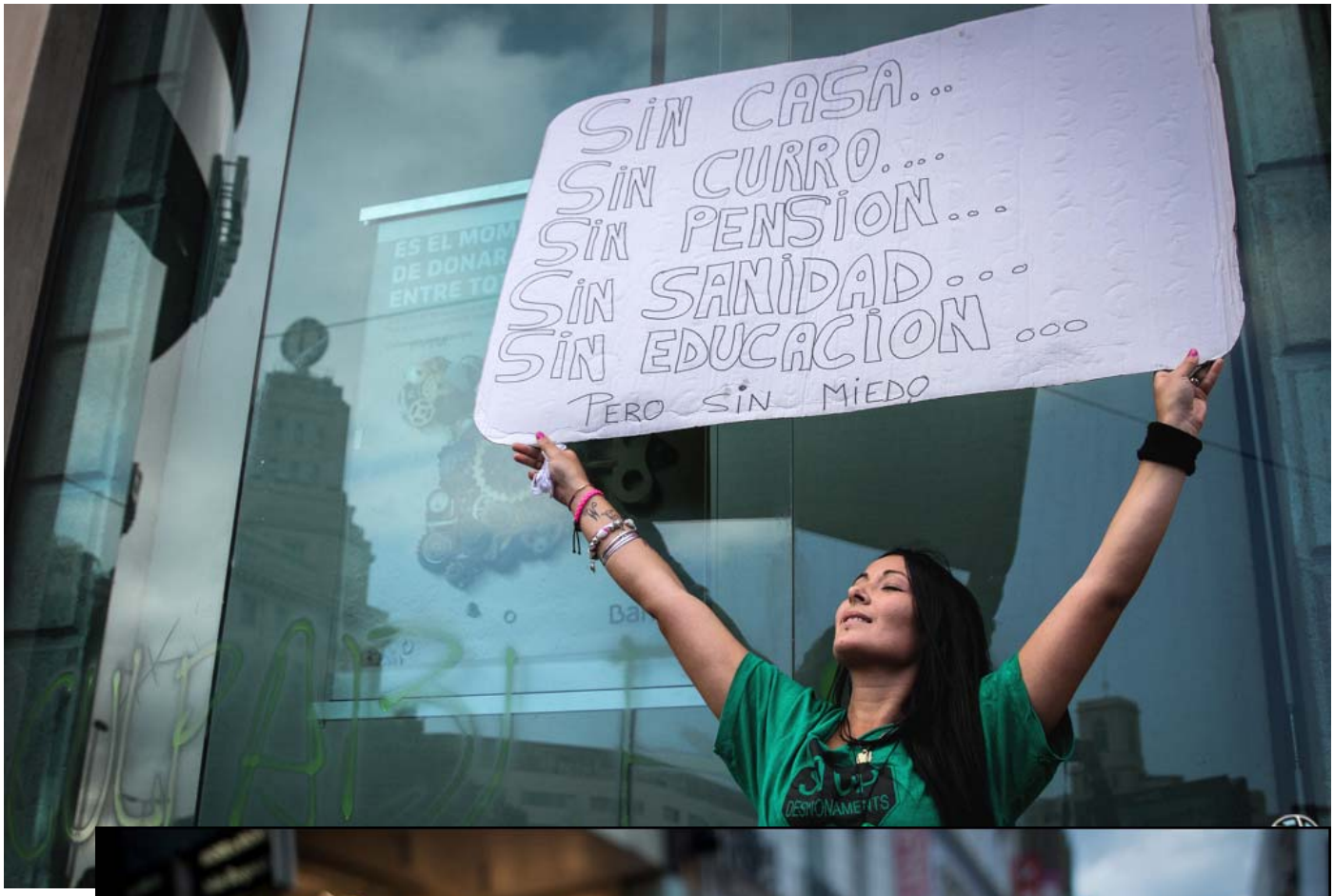
Des pays tels que la Grèce, le Portugal ou l'Espagne devraient devenir environ 20 à 30% moins chers que la moyenne européenne pour rétablir leur compétitivité, et l'Allemagne devrait devenir 20% plus chère.

Cependant, l'expérience des dernières années a clairement démontré qu'une telle politique n'a aucune chance d'être mise en œuvre. Une réappréciation via une hausse des salaires, ce qui serait nécessaire en Allemagne, y est impossible du fait de la convergence entre le patronat allemand et le bloc des partis néolibéraux (rassemblant la CDU-CSU, le SPD, le FPD et les Verts qui leur obéissent). Une baisse des salaires –qui générerait les nécessaires 20 à 30% de pertes de revenus en Europe centrale (France incluse)– conduirait, elle, au désastre dont on peut déjà voir les prémices en Espagne, Grèce et Portugal.

Si ces dévaluations et réappréciations ne peuvent pas être accomplies ainsi, il va falloir abandonner la monnaie unique et revenir à un système qui permette ces dépréciations / appréciations, ainsi que c'était le cas durant la période précédant la monnaie unique (celle du *Système monétaire européen*). En substance, il s'agit de rendre de nouveau possibles des dévaluations et réévaluations via un système des changes géré au niveau européen. Dans ce contexte-là, un strict contrôle de la circulation des capitaux serait l'inévitable première étape. Après tout, l'Europe a déjà pris une telle mesure avec Chypre.

Durant la période de transition, il faudrait aider les pays qui devraient inévitablement déprécier leur monnaie, afin de les renforcer (y compris via une intervention de la BCE) et éviter leur effondrement. Un prérequis au bon fonctionnement du *Système monétaire européen* [SME] serait une réforme du secteur financier sous stricte régulation, selon une organisation du type de celles des Caisses d'épargne publiques. Il faut fermer «le casino».

Evidemment, la transition vers un système permettant dévaluations et réévaluations devrait se faire graduellement, en commençant par la Grèce et Chypre. Pour ce faire, il faudrait prendre en compte l'expérience du *Serpent monétaire européen* ainsi que celle du *SME*.



attac

BRUXELLES 1